


Tout cela n'arrange guère la cote du nucléaire en Suisse

ÉNERGIE Alors que les partis de droite PLR et UDC prônent, à des degrés divers, le retour à l'énergie atomique, les inquiétudes sécuritaires autour des centrales ukrainiennes confortent le camp des détracteurs

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

 @BoeglinP

Réarmer, et vite. PLR et UDC n'ont pas attendu longtemps avant de tirer des enseignements nationaux de la guerre en Ukraine: l'invasion russe prouve qu'une guerre conventionnelle peut toujours se produire, et par conséquent l'armée suisse doit être renforcée. Mais s'ils ont rapidement réagi aux événements militaires, les deux partis de droite se sont gardés d'évoquer une autre réalité en Ukraine: le danger que représentent les réacteurs d'énergie nucléaire. Les informations inquiétantes se succèdent. Un accident a failli se produire à la centrale de Zaporijjia, la plus grande d'Europe, un bâtiment ayant

pris feu suite à un bombardement. Et le site de Tchernobyl a ravivé les craintes lorsqu'il a été déconnecté du réseau électrique.

Or ces incidents questionnent le PLR et l'UDC, puisqu'ils plaident précisément pour de nouvelles installations – les premiers misent sur les réacteurs dits de nouvelle génération, les seconds sur la technologie actuelle. Ne serait-il pas cohérent de choisir d'autres énergies et de renoncer à construire des centrales?

Roger Nordmann (VD), chef du groupe socialiste au Parlement, ne se prive pas de tacler ses adversaires. «Au lieu de se précipiter sur le jet de chasse F-35, le PLR et l'UDC auraient mieux fait de se demander si leur nouvel amour du nucléaire est compatible avec la sécurité militaire et d'approvisionnement du pays.» Conseillère nationale du Centre, Christine Bulliard-Marbach (FR) a «de la peine à comprendre PLR et UDC»: «Pensent-ils à ceux qui ont besoin d'aide en Ukraine, ou instrumentalisent-ils la guerre pour leurs propres intérêts?» Vice-président des

vert'libéraux, le Genevois Michel Matter ironise: «On voit bien que l'échéance des élections fédérales de 2023 se profile toujours plus. Le PLR et l'UDC tentent de sortir du lot, de montrer qu'ils veulent défendre la Suisse en demandant plus de moyens pour l'armée.»

Manque d'alternative

En face, on pense a contrario que le nucléaire n'a rien perdu de sa pertinence. Pour le député UDC Pierre-André Page (FR), «s'il existait une autre variante d'énergie propre (sans CO₂) assurant l'approvisionnement de la population, nous pourrions renoncer au nucléaire, mais ce n'est pas le cas. Il faut être conscient que, guerre ou pas, notre population souhaite maintenir son niveau de vie et a besoin d'énergie pour cela.» Membre de la Commission de l'énergie, le Fribourgeois estime d'ailleurs «qu'il n'y aura probablement pas de guerre en Suisse comme en Ukraine».

La vice-présidente du PLR, Johanna Gapany (FR), juge, elle aussi, que la guerre

ne parle pas contre les centrales nucléaires. «Ce qui se passe en Ukraine doit nous rappeler que nous avons intérêt à poursuivre la recherche dans ce domaine et à comprendre ces technologies.» La sénatrice le souligne: «Il n'est pas question de construire des centrales nucléaires de l'ancienne génération. Nous soutenons la recherche pour que cette énergie, neutre en émissions CO₂, fasse partie du mix énergétique, à condition qu'elle soit sûre.»

Garder une place pour l'atome dans la production d'électricité? Pour l'instant, il n'y a pas le choix. A long terme, cependant, l'option ne réunit plus de majorité politique. PLR et UDC ne peuvent pas comp-

**A long terme,
l'option atomique
ne réunit plus
de majorité politique**

ter sur les forces centristes. «Le nucléaire n'est pas une solution. La population a voté en 2017 pour en sortir progressivement, et nous le respectons», remarque Christine Bulliard-Marbach, de la Commission de l'énergie. Le vert'libéral Michel Matter ne croit pas davantage en la technologie de nouvelle génération, prisée par le PLR. «Les expériences en cours se révèlent pour l'instant être un gouffre financier, et la maturité n'est envisagée potentiellement que vers 2040-2045.»

A gauche, on insiste sur les risques sécuritaires. «Le nucléaire n'a jamais été une énergie sûre, et ne le sera jamais. C'est une bombe à retardement», assène Céline Vara (NE), sénatrice écologiste.

En plus, les centrales nucléaires sont friandes d'uranium. Or celui-ci provient entre autres de Russie et alimente partiellement les réacteurs de Beznau et de Leibstadt. Dans le contexte de l'agression de Moscou en Ukraine, cette dépendance fait froncer des sourcils à gauche et au centre. ■